



LOI N° 2012 - 001  
PORTANT CODE DES INVESTISSEMENTS  
EN REPUBLIQUE TOGOLAISE EST  
MAINTENANT **DISPONIBLE**



MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE  
LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ

# TR TOGOREVEIL



TR 178 du 06 Mars 2015

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille

## Investiture à la présidentielle 2015



« J'accepte cette investiture avec la ferme détermination de parachever, avec l'aide de Dieu et votre concours et celui de tous les Togolais, la marche de notre pays vers le développement et le progrès. »

## FAURE GNASSINGBE A DIT OUI A SES MILITANTS ET SYMPATHISANTS P 2

Les dessous d'un retrait inattendu de candidature à la Présidentielle du 15 Avril prochain



## ALBERTO OLYMPIO, L'HOMME QUI COMPTAIT SUR LA FRAUDE « INFORMATIQUE » POUR REMPORTER L'ELECTION P 2

LES GRANDS AXES DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE DU TOGO SOUS FAURE GNASSINGBE P 3

Journée internationale de la femme, édition 2015 UNE CELEBRATION EN 3 ACTES P 5

La SAPEG s'active dans la défense des droits de la femme et pour l'équité genre « LES AMAZONES DE LA REPUBLIQUE » PORTEES SUR LES FONTS BAPTISMAUX P 5

Prétendue fraude sur le Fichier Electoral UN CANDIDAT DE L'OPPOSITION QUALIFIE LES DENONCIATIONS DE CAP 2015 D'HERESIE INTELLECTUELLE P 3



LA DOSI A LA RENCONTRE DES COMMERCANTES ET COMMERCANTS Après Adawlato et Hédzranawé, Ingrid AWADE était hier au marché de Totsi P 8

## Investiture à la présidentielle 2015 FAURE GNASSINGBE A DIT OUI A SES MILITANTS ET SYMPATHISANTS

« J'accepte cette investiture avec la ferme détermination de parachever, avec l'aide de Dieu et votre concours et celui de tous les Togolais, la marche de notre pays vers le développement et le progrès. »



Le mercredi 25 février dernier, une convention, la première dans la vie du parti UNIR, s'est tenue à Kara. Plus d'un millier de militants venus de toutes les préfectures du Togo se sont rassemblés au Palais des Congrès pour désigner et investir leur candidat à la présidentielle dont la date venait d'être fixée la veille. Dans son mot d'acceptation de la sollicitation faite par les militants de son parti de le voir défendre leur couleur à la prochaine compétition électorale, le Président Faure GNASSINGBE a mis l'accent sur le chemin parcouru ensemble avec l'engagement de tous et les résultats auxquels les togolais sont parvenus et qui ont contribué à améliorer les conditions de vie de chacun. Face aux nouveaux enjeux et surtout à la nécessité de garder le cap sur les objectifs que sont la nécessité de toujours travailler pour unir les togolaises et les togolais de tous horizons et de faire de l'inclusion le soubassement de la construction d'un Togo nouveau, un Togo affranchi des pesanteurs du passé et résolument tourné vers l'avenir, le candidat investi a mis l'accent sur l'importance de la poursuite des chantiers entamés dans divers domaines et surtout d'en faire chaque jour davantage pour notre cher pays le Togo. « Aujourd'hui nous sommes à la croisée des chemins. A l'heure des grands choix, nous mesurons avec lucidité le chemin parcouru. Les épreuves que nous avons surmontées ensemble ont resserré nos rangs. Nous rendons grâce à Dieu avec une infinie reconnaissance de nous avoir guidés et protégés.

L'avenir qui s'ouvre devant nous est toutefois porteur de défis nouveaux. Nous nous devons de les relever avec le même sens de l'engagement et la même détermination. C'est seulement ainsi que nous serons en mesure de continuer à apporter, avec toute notre énergie, des réponses durables aux préoccupations de nos concitoyens.

C'est pourquoi, à la veille des échéances qui nous attendent, je tiens à vous dire à toutes et à tous que j'ai entendu et bien compris le message que vous venez de m'adresser.

L'appel que vous m'avez lancé est un appel au devoir et je mesure, en cet instant précis, la responsabilité qu'il implique pour moi-même, pour notre parti et pour la nation entière.

C'est donc par devoir envers notre cher pays le Togo et par fidélité aux idéaux que nous nous sommes fixés, que j'ai l'honneur d'accepter, d'être investi comme candidat à la prochaine élection présidentielle, pour le compte de notre grand parti, l'Union pour la République.

J'accepte cette investiture avec humilité. Mais je l'accepte pleinement.

Je dis oui parce que je compte sur Dieu et parce que vous êtes à mes côtés. Je dis oui car je suis vaincu qu'ensemble et avec l'aide de Dieu, nous saurons nous montrer à la hauteur de la confiance que les Togolais placent en nous. Ensemble, nous continuerons chaque jour à montrer à nos concitoyens qu'ils sont et demeurent notre priorité.

J'accepte cette investiture avec la ferme détermination de parachever, avec l'aide de Dieu et votre concours et celui de tous les Togolais, la marche de notre pays vers le développement et le progrès.

Dans la bataille qui s'engage dès à présent, je sais pouvoir compter sur votre adhésion totale et votre soutien résolu pour porter, dans tous les hameaux, le message d'espoir et de fraternité que nous adressons à tous les Togolais.

Si l'investiture à la candidature est une forme de reconnaissance pour le chemin que nous avons parcouru ensemble, elle m'apparaît davantage comme une exigence supplémentaire, celle de donner et de donner encore le meilleur de nous-mêmes, en vue de poursuivre la marche du Togo vers le progrès dans tous les domaines et de parachever son ancrage dans la modernité.

Pour cela, nous avons l'avantage d'avoir déjà, par nos efforts, creusé les sillons pour l'essor et la prospérité du Togo de demain. Mais elle est encore plus grande, la responsabilité qui nous incombe aujourd'hui d'aller au bout de nos efforts avec toutes les Togolaises et tous les Togolais. Nous n'aurons de répit que lorsque notre vision d'un Togo uni et prospère deviendra pleinement une réalité pour tous les Togolais.

C'est ce combat que je veux, dès aujourd'hui, poursuivre avec vous. » s'est exprimé le Président sortant et candidat fraîchement investi à la prochaine présidentielle, avant de conclure avec cette prière que : « Que Dieu nous assiste et nous conduise à la victoire pour le Togo.

Un discours reçu avec satisfaction et liesse par des militants qui ont promis s'engager dès cet instant pour convaincre les togolais encore hésitants à rejoindre le candidat qui tire le Togo vers le progrès, le développement et la prospérité.

Germain POULI

## Les dessous d'un retrait inattendu de candidature à la Présidentielle du 15 Avril prochain ALBERTO OLYMPIO, L'HOMME QUI COMPTAIT SUR LA FRAUDE « INFORMATIQUE » POUR REMPORTER L'ELECTION

Le premier candidat investi par son parti et officiellement déclaré à la présidentielle en préparation de cette année 2015, M. Alberto OLYMPIO a surpris plus d'un togolais en retirant sa candidature qu'on ne retrouvera plus finalement sur la liste des candidats déclarés à la CENI. Deux jours avant la clôture des candidatures, le Président du Parti des Togolais, fraîchement débarqué et électeur pour la première fois dans son pays, s'était bizarrement illustré par son obstination à accéder au fichier électoral brut qu'il soupçonnait de ne pas être crédible. Malgré la mise à sa disposition d'un fichier électoral provisoire en version PDF comme ce fut le cas de la plupart des chefs de partis qui ont réclamé un accès légitime à ce fichier, Alberto Olympio renonça finalement à se positionner comme candidat. Il rejoint ainsi la liste des absents de taille et de certains habitués de la présidentielle comme Nicolas Lawson et les potentiels candidats du CAR et de l'UFC. Alors que l'absence de ces derniers se justifient par une logique et de positions préalablement adoptés, celle du président du Parti des Togolais a été la plus surprenante au point où certains togolais ont vite fait de l'assimiler à ces autres plaisantins (pasteurs et artistes) qui, pendant des mois, avaient annoncé leurs candidatures et qu'on n'a plus aperçu au starting bloc.

Qu'est ce qui a réellement poussé Alberto à se retirer de la course ?

Le retrait de l'homme qui se positionnait depuis des mois comme une troisième voie au sein de l'opposition, n'a pas manqué de soulever des interrogations et à juste titre. Depuis son « débarquement subite » au Togo, Alberto Olympio, Patron du groupe Axxend et Président d'une Fondation du même nom, a tenté de faire la politique autrement. C'est par la grande porte et sous le regard médusé, inquiet et envieux des autres partis de l'opposition qu'il démarre, enchaîne avec un congrès de création de son parti à l'américaine, une convention d'investiture de sa candidature assez solennelle, une tournée nationale qui a mis l'accent sur certaines localités habituellement peu fréquentées par l'opposition et pour couronner le tout la sortie d'un livre autobiographique qui laisse une place de choix sur un début de projet de société et une vision pour le Togo. Malgré les critiques sur son immaturité politique et les lourdes fautes politiques commises par plusieurs membres de sa famille dans un pays où le nom peut être vite perçu à la fois comme un handicap et un avantage, Alberto Olympio affichait l'image de quelqu'un qui croyait véritablement en ses chances d'accéder à la magistrature suprême dans un pays qu'il quitté depuis longtemps et dont il ignore encore les réalités politiques et sociales. Depuis



quelques jours, cette sérénité a laissé place à un flou sur les vrais motifs de son engagement politique. « Le fichier électoral est un prétexte. » disent certains leaders encore en course pour affronter le candidat du pouvoir le 15 avril prochain dans les urnes. Selon eux, les inquiétudes d'Alberto Olympio ne sont pas fondées car très loin derrière le fichier électoral, les causes de l'échec des candidats de l'opposition à la présidentielle réside plus dans leur division, les candidatures multiples, la non organisation pour défendre leur vote dans des zones dans lesquelles ils ne sont pas assez représentés. Sur la question du fichier électoral, ces candidats estiment qu'il y a une forte représentation de l'opposition au sein de la CENI qui rend impossible une fraude dans ce sens. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle, les autres partis de l'opposition, n'ont jamais soutenu Alberto dans son combat qui n'en valait pas la peine. Seuls le NET et le MCD, deux partis dont les Présidents sont candidats à cette élection avaient soutenu le Parti des Togolais dans sa démarche à la veille de la date de clôture devant les locaux de la CENI, avant de l'abandonner, préférant « faire confiance » aux représentants de l'opposition au sein de l'institution, selon Gerry Tamaa.

La désillusion de l'Informaticien Alberto

Avant le traitement des doublons et autres inscriptions indues pour un fichier électoral définitif et débarrassé de toutes impuretés, plusieurs partis dont l'ANC notamment ont pris sur eux de faire le travail qu'Alberto Olympio proposait. L'épuration du fichier avant la détermination exacte du nombre d'électeurs qui devront perdre part au prochain vote. Peine perdue en réalité puisque la CENI s'en charge déjà au lendemain de la fin de l'opération de révision des listes électorales. Alberto Olympio, expert en informatique et qui ne perd d'ailleurs aucune occasion pour le faire savoir, se retrouve donc finalement seul dans une obstination et une méfiance de moins en moins comprise face à un fichier électoral nouvellement conçu et qui n'est révisé que pour la première fois après avoir servi aux législatives de juillet 2013.

Alberto, les logiciels informatiques et la victoire : la fraude en perspective

Le Président du Parti des Togolais, un illustre inconnu à sa première pose de valise sur la scène politique togolaise a toujours proclamé qu'il

remporterait les élections. Qu'a-t-il fait pour mériter un tel intérêt de la part des togolais ? Et quelle nouvelle recette politique pour réussir cette prouesse que plusieurs avant lui dans l'opposition et pendant deux décennies n'avaient pu accomplir ? Les questions sont légions et devant l'assurance du nouveau venu, plusieurs togolais se demandaient sur quoi comptait l'homme. Nous étions là quand l'homme a commencé par se présenter comme l'un des acteurs de la victoire de IBK à la dernière présidentielle malienne. A défaut d'avouer publiquement qu'il avait fait de la fraude au profit du candidat IBK au Mali, Alberto Olympio a organisé dans la presse une campagne fondée sur une accusation fabriquée de toute pièce et qui émanerait d'un ressortissant malien qui l'accusait d'avoir fraudé la présidentielle malienne au profit de l'actuelle président malien. La mayonnaise n'avait pas pris dans l'opinion togolaise malgré l'ingéniosité d'Alberto qui dans une interview au Togo affirmait que son rôle avait été de compiler les résultats obtenus par IBK. Si on n'a plus parlé de la fraude supposée ou réelle dont le Président du Parti des Togolais serait l'auteur sur le fichier électoral au Mali, Alberto, lui a continué à affirmer qu'il se battrait pour une transparence de l'élection au Togo. Aujourd'hui que la CENI lui a refusé le fichier électoral brut qu'il pourrait manipuler à sa guise avec l'expertise qu'il revendique en la matière, l'homme est dans la désillusion et refuse de travailler sur le fichier en PDF comme l'ont fait des partis comme l'ANC. Alberto aurait voulu manipulé les fichiers alors que cette prérogative est reconnue seulement à la CENI dont la composition reflète les différentes tendances politiques et la société civile togolaises. Face à l'impossible victoire grâce à des logiciels informatiques dont il est le concepteur, le Président du Parti des Togolais a décidé de jeter l'éponge. Il ne sera pas candidat pas parce qu'il ne fait pas confiance à un fichier électoral alors qu'il sait bien qu'au moment de l'affichage des listes électorales tout citoyen togolais, candidat ou non à l'élection, peut dénoncer une radiation qui n'a pas sa raison d'être ou une inscription indue (celle d'un électeur qui ne mérite pas d'être inscrit et de voter. Au regard de ce qui précède, on comprend qu'Alberto Olympio comptait sur la possibilité qui lui serait donner de manipuler à sa guise le fichier électoral pour remporter l'élection. Sinon, un candidat qui a parcouru une partie du pays devait se soumettre au verdict des urnes pour savoir quelle est la frange des togolais qui lui accordent leur confiance. Compter sur la fraude qu'elle soit informatique ou manuelle pour remporter une élection, se révèle un exercice de plus en plus difficile au Togo.

Patrick NIMA

Prétendue fraude sur le Fichier Electoral

# UN CANDIDAT DE L'OPPOSITION QUALIFIE LES DENONCIATIONS DE CAP 2015 D'HERESIE INTELLECTUELLE

Au Togo, le ridicule ne tue pas. Totalement désorientée à la veille de la présidentielle du 15 avril prochaine, la coalition électorale dénommée « CAP 2015 » a cru devoir offrir une sortie médiatique pour se blaser en dénonçant, et ceci avant l'opération d'épuration du fichier électoral prévue par la loi après la révision des listes et confiée à la CENI, ce qu'elle appelle « fraude sur le fichier électoral ». Disposant d'au moins trois représentants au sein de la CENI et deux à trois représentants dans tous les Centres de Recensement et de Vote (CRV), CAP 2015 était très mal placée pour porter de telles accusations. Ce n'est pas le pouvoir qui a réagi pour montrer l'ampleur de la bourde, mais plutôt un autre candidat de l'opposition à cette présidentielle, le Président Gerry Taama du NET qui a rappelé ses partenaires à l'ordre et pas de la manière la plus souhaitable. Remontée par cette sortie absurde de CAP 2015 et surtout par les propos tenus deux jours plus tôt sur Radio Nana fm par le candidat de CAP 2015 qui traitait les autres candidats de



l'opposition de « lièvres complaisants », Gerry Taama déclare : « Le spectacle d'un CAP2015 dénonçant des fraudes sur le fichier électoral est une hérésie intellectuelle ».

L'exigence de ce regroupement de six partis politiques de l'opposition qui soutiennent le candidat Jean Pierre Fabre et qui malencontreusement vient dénoncer des irrégularités dans le fichier électoral et exiger un audit a été jugé inacceptable et absurde de la part de ceux qui travaillent en amont et en aval dans l'organisation et la



supervision du processus électoral. Et le Président du NET s'appuie sur deux raisons. Selon lui « La première, c'est que CAP 2015 dispose de deux à trois représentants dans tous les CRV. S'il y a eu des anomalies dans les saisies, ils n'ont qu'à s'en prendre à leurs représentants qui n'ont pas bien fait le travail. C'est tout de même effarant d'entendre des gens nous assurer qu'ils ont des ressources humaines solides sur le terrain qui font le travail, et qu'à la première occasion, on constate que ce n'est pas bien fait.

Nous qui ne sommes ni à la CENI ni dans ses démembrements, sont fondés pour monter au créneau pour s'en prendre à son travail... La seconde, c'est que le code électoral dispose en son article 55 que : « tout citoyen radié d'office de la liste électorale, ou dont l'inscription est refusée, peut adresser une réclamation à la CELI. Tout citoyen qui estime qu'un électeur a été indûment inscrit, radié ou omis sur la liste électorale peut saisir la CELI. Le recours est introduit dans les quarante-huit heures qui suivent l'affichage des listes électorales. La CELI rend sa décision dans un délai de quarante-huit heures ». Donc, il faut attendre l'affichage des listes électorales, et faire les recours nécessaires à la CENI où nos amis du CAP2015 sont largement représentés » explique Gerry Taama. Revenant sur la participation active de ceux qui tentent de dénoncer ce qu'ils ont eux même réalisé, le Président du NET rappelle qu'au niveau du calendrier électoral tel que déroulé depuis le début. « Les gens avaient la possibilité de dénoncer le passage en force du calendrier

électoral, des délais courts pour le dépôt des dossiers, ils ont dit que tout allait bien. Aujourd'hui, si leur représentants à la CENI ne se sentent pas en mesure de travailler, qu'ils démissionnent en bloc et nous les suivrons. Mais cette habitude de souffler le chaud et le froid pour après mettre la faute sur les autres, c'est fini. Quand on refuse, on dit non. » Ce n'est pas le pouvoir qui réagit mais un candidat de l'opposition qui n'est pas représenté au sein de la CENI et qui il y a quelques jours encore affirmait sur Fréquence 1 qu'il faisait confiance aux représentants de l'opposition au sein des instances qui organisent la présidentielle. CAP 2015 n'a pas peaufiné les arguments de sa sortie qui est totalement ratée et qui discrédite encore Jean Pierre Fabre, un candidat affaibli par ses propres contradictions et qui a réussi à monter le reste de l'opposition contre sa personne et sa candidature. Seuls quelques partis sans assise populaire véritable le soutiennent au sein de cette coalition qui n'est que l'ombre d'elle-même.

Germain POULI

Autosuffisance énergétique, réductions des disparités entre les zones urbaines et le milieu rural, promotion des énergies renouvelables...

## LES GRANDS AXES DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE DU TOGO SOUS FAURE GNASSINGBE

Entre 1998 et 2006, le Togo a traversé une crise énergétique sans précédent marquée par des délestages intempestifs. Aujourd'hui, grâce aux efforts consentis par les différents gouvernements sous la Présidence de Faure GNASSINGBE, cette période est un lointain souvenir dans la mémoire des togolais, même si la gestion de l'énergie reste un défi quotidien.

Tout pour une autosuffisance énergétique  
Aujourd'hui, le Togo est encore très dépendant des approvisionnements des fournisseurs extérieurs : il importe 63% de l'énergie qu'il consomme pour la production d'électricité. Ainsi, le Togo oriente sa politique énergétique sur l'amélioration des capacités de production d'énergie locale disponible à la consommation. Ce qui implique la mise en place de financements conséquents nécessaires à la réalisation d'investissements dans des nouvelles centrales et systèmes : microcentrales hydroélectriques, solaire, éolien, biomasse.

Afin d'améliorer le niveau d'électrification sur l'ensemble du territoire, le ministère des Mines et de l'Énergie a élaboré des stratégies d'actions à court et à moyen terme et conduit plusieurs projets dont la construction de ligne haute tension 161 KV Kara-Mango-Dapaong et le projet de construction d'une centrale thermique à charbon de 200 MW à Lomé. Sans oublier le projet hydroélectrique d'Adjarala (Togo-Bénin) et la construction d'une centrale de 147 MW, projet estimé à 237 milliards de Fcfa, avec une contribution de la Banque Mondiale qui pourrait s'élever à 85 milliards de Fcfa.

Même si le projet est décrié aujourd'hui pour ses coûts de production, il faut aussi reconnaître que le lancement de la centrale de production de Contour Global, en octobre 2010, en réponse aux crises énergétiques de 1998 et 2006, a permis de diminuer considérablement le nombre et la fréquence des délestages et d'assurer une autonomie énergétique au Togo. Reste à maîtriser ses coûts pour assurer une autosuffisance énergétique au Togo.

Réduire les disparités entre les zones rurales et les milieux urbains

Le taux d'accès à l'électricité est aujourd'hui de 26,5% se répartissant entre 50% et 60% à Lomé, entre 30% et 40% dans les grandes villes



intérieures et 5% en milieu rural.

Dans sa politique nationale, le gouvernement projette réduire cette disparité d'ici 2018 en maintenant les efforts dans les villes et en les accentuant dans les campagnes. En effet, l'ambition est d'atteindre un taux de couverture minimal de 40% avec une part en milieu rural comprise entre 15% et 20%.

Dans les milieux ruraux où les difficultés d'électrifications sont liées aux coûts d'installation du compteur, la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) propose des

offres avantageuses. L'Etat, de son côté, a mis en place depuis plusieurs années un tarif social de l'énergie.

En 2013 et 2014, plusieurs réalisations notables, achevées ou en cours de réalisation, permettent de faire progresser le taux d'accès à l'électricité en milieu rural et semi-urbain. Il s'agit de la finalisation du projet Exim Bank of India phase I lancé en 2008 portant sur le raccordement de 75 villages sur l'ensemble du territoire dont le dernier village a été raccordé en février 2014 ; l'exécution du projet Exim Bank of India phase II

démarré en 2014 portant sur le raccordement de 69 localités rurales supplémentaires ; la signature d'un accord de prêt avec la Banque Islamique de Développement pour le raccordement d'une cinquantaine de localités ; la mise en œuvre d'un projet transfrontalier d'électrification de 42 localités en milieu rural et semi-urbain incluant l'installation des compteurs et appuyé par l'Union européenne et l'électrification de 22 villages par des systèmes solaires photovoltaïques. Déjà en 2011, un projet d'électrification rurale financé par la BIDC à hauteur de 6,5 milliards de Fcfa a permis de toucher environ 70 localités rurales réparties dans les cinq régions économiques avec la construction de 160 km de réseau BT et 248 km de réseau MT.

Dans le même temps les efforts sont maintenus en milieu urbain. Ainsi, depuis 2009, plusieurs chantiers, financés sur fonds propres de l'Etat, ont vu le jour afin de doter les grandes villes du pays d'un système d'éclairage public digne de ce nom. Ces actions sont coordonnées par le Plan Stratégique du sous-secteur de l'énergie électrique (2010). Il s'agit de l'électrification des principales artères de Lomé (Phase I en 2009) ; des rues principales des 5 chefs-lieux de région (Phase II en 2011/2013) et de plusieurs villes secondaires (Phase III en 2014/2015). Soit des distances de 197 km pour les villes et 353 km pour les localités rurales.

Le développement des énergies renouvelables Résolument engagé en faveur d'une politique respectueuse de l'environnement et soucieux d'assurer son indépendance énergétique, le Togo investit dans la recherche et le développement des énergies renouvelables. En termes de projets, on peut citer la promotion de l'énergie éolienne à travers une concession de 22 ans accordée à Delta Wind Togo pour construire et exploiter une centrale éolienne ; de l'énergie solaire dont les études de faisabilité sont en cours à Kara avec la Compagnie électrique du Bénin (CEB) et l'appui de l'UEMOA ; des microcentrales hydroélectriques avec une trentaine de sites inventoriés et valorisés sur les principaux fleuves ; de la biomasse et l'utilisation des déchets organiques.

La Rédaction

## Aménagement et bitumage de la nationale N6 LES TRAVAUX AMORCES SUR LE TRONÇON NOTSE-TOHOUN-FRONTIERE BENIN



Le PR donnant le premier coup de pioche

D'ici 24 mois, les populations des localités de Kpové, de Tsagba, d'Asrama, de Tététo dans la région des plateaux auront une voie à l'image des belles routes de Lomé. En effet, le Président de la République Faure Gnassingbé a lancé officiellement les travaux d'aménagement et de bitumage de la route nationale N°6 sur le tronçon Notsè-Tohoun-Frontière Bénin (57 km). Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du programme d'actions prioritaires en matière d'infrastructures routières piloté par le gouvernement a été fortement apprécié par les populations riveraines qui sont sorties massivement exprimer leur gratitude au Chef de l'Etat à travers

des chants et danses.

Localisé dans la région des plateaux et précisément entre les préfectures Haho et Moyen Mono, le tronçon qui désormais est en chantier va à terme faciliter le développement socio-économique de cette partie de la région caractérisée par la culture du coton, des palmerais et des plantations de tecks. « Ce projet contribuera à l'éradication de la fuite de nos productions agricoles vers les pays voisins. L'aménagement et le bitumage de cette route va accélérer le processus d'intégration régionale en facilitant les échanges avec les pays voisins », a expliqué le ministre des travaux publics et des transports Ninsao GNOFAM.

Ce projet qui sera exécuté par les entreprises MIDNIGHT SUN, CECO GROUP, LUKAS GLÄSER et MARTIN ROSE avec le contrôle du Groupement INGER/AFID est financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Etat togolais à plus de 36 milliards. Le délai d'exécution est de 24 mois. Les travaux à réaliser sont entre autres le débroussaillage, le décapage du terrain naturel, le nettoyage de l'emprise et le décaissement des abords de la chaussée. Il s'agit aussi de faire le terrassement, le corps de chaussée et le revêtement, les ouvrages de drainage et d'assainissement, les ouvrages d'arts, la signalisation et les équipements routiers, l'éclairage public, la construction d'un poste de péage et de pesage etc. Selon le Directeur des Travaux Publics, les usagers vont à la fin des travaux mettre moins d'une heure de trajet de Notsè à la frontière Bénin au lieu de 3h et plus actuellement.

Au nom de la population bénéficiaire, le Ministre Djossou Sémodji, un natif du milieu, a remercié vivement le Président de la République qui fait pousser ouf de soulagement aux populations riveraines. Le représentant de la BOAD a à son tour, demandé aux entreprises attributaires de privilégier la main d'œuvre du milieu et de respecter le délai et la qualité des ouvrages. Il faut rappeler que le tronçon en chantier a été tracé depuis 1970. C'est maintenant qu'il va véritablement être bitumé.

Londou KAWANA

Transport inter urbain

## 23 NOUVEAUX BUS POUR RENFORCER LE PARC AUTOMOBILE DE LA SOTRAL



Les nouveaux bus réceptionnés

Il sonnait une heure du matin, ce dimanche 1er mars quand le premier des 23 nouveaux bus de la Société des Transports de Lomé (SOTRAL) a passé la frontière du Togo en provenance du Ghana. Sur place pour accueillir la délégation qui les conduisait, M. Ninsao GNOFAM, Ministre des Travaux publics et des transports et une importante délégation de la SOTRAL.

Ces 23 bus acquis par l'Etat togolais pour une somme de 1 milliard 700 millions viennent aider à résoudre les problèmes liés au transport inter urbain et renforcer la flotte de la SOTRAL estimée à 45 bus depuis 2012. « Compte tenu des effectifs que nous avons dans nos universités, compte tenu du manque de taxi dans la ville de Lomé, compte tenu des risques que représente la moto comme moyen de transport, le gouvernement a pensé qu'après avoir fait une expérience de 3 ans, il fallait procéder au renforcement du transport de la ville de Lomé », a déclaré Monsieur le Ministre des transports.

Des 23 bus, 20 iront à la SOTRAL et 3 serviront au transport des personnalités lors des grandes conférences que le Togo abritera dans les prochains jours.

Pour le Directeur Général de la SOTRAL, c'est une opportunité pour l'amélioration des services à l'endroit des clientes et clients. « Nous allons utiliser ces bus pour

renforcer le parc de notre société et améliorer le service sur 4 volets essentiels : doubler les missions – faire circuler deux autobus au lieu d'un seul, augmenter la capacité en mettant plus de places à la disposition des clients, améliorer la qualité du service sur la fréquence – temps de passage de deux bus – qui sera réduite de 20 minutes à 15 minutes et desservir les zones peu desservies, mal desservies ou pas du tout desservies avec la création de deux lignes supplémentaires ; une ligne radiale allant du Grand Marché d'Adawlato au marché d'Akodessewa et une ligne transversale du Carrefour Todman-Boulevard de la Kara-Aéroport- Marché de Bè-Hôtel de la Paix. Cette ligne transversale permettra l'interconnexion de toutes les lignes du réseau SOTRAL pour permettre aux clients d'effectuer des correspondances plus aisées », a-t-il expliqué.

L'objectif de la SOTRAL est de fluidifier le transport inter urbain et d'aider à réduire les taux d'accidents. Très prochainement, la société compte étendre son réseau aux villes de l'intérieur comme Kara, Atakpamé, Dapaong Sokodé et Kpalimé... 30 autres bus sont attendus à la fin du mois de mars.

Paul K.

## Redynamisation du secteur artisanal FAIRE DES GIPATO DE VRAIS CENTRES DE RESSOURCES POUR LES ARTISANS



La table d'honneur

Les acteurs du domaine artisanal ont participé à un atelier de validations des textes relatifs à la création, au renforcement et à la gestion des Centres de Ressources pour l'Artisanat (CRA) le 3 mars dernier à Lomé. Il s'agissait pour les participants à cet atelier d'étudier, d'apprécier et d'enrichir deux projets de documents notamment un projet de décret portant création et organisation des CRA et une directive relative à leur fonctionnement et à leur gestion. C'est le Directeur de Cabinet du ministère en charge de l'Artisanat, M. Yawotsè VOVOR représentant la ministre Victoire Dogbé qui a procédé au lancement des travaux en présence de plusieurs personnalités dont les représentants des partenaires techniques et financiers, l'UEMOA et la GIZ. Depuis 1977, une étude réalisée par le Bureau International du Travail sur le secteur informel au Togo avait donné des conclusions qui ont servi de socle pour initier le projet dénommé « Appui au Secteur Non Structuré ». Ce projet consistait alors à regrouper les artisans par corporation pour leur conférer des pouvoirs qu'ils ne pouvaient pas avoir individuellement. C'est dans ce sens que les Groupements Interprofessionnels des Artisans du Togo (GIPATO) ont vu le jour. Après une trentaine d'années d'existence, ces bases d'appui ont vieilli, contrastant avec un nombre de demandeurs de plus en plus important. Conscient de cette situation, le gouvernement à travers le ministère en charge de l'artisanat a depuis 2010 entrepris de les réhabiliter et de les redynamiser.

Dans la poursuite de la dynamique amorcée, l'Etat compte faire des GIPATO de vrais Centres de Ressources pour les Artisans (CRA). « Cette politique de mise en place progressive des Centres de Ressources pour l'Artisanat, vise la mobilisation des artisans à développer et modeler des formes d'entraide les mieux adaptées à leurs besoins. », explique M. KADARING Komi, Directeur de l'Artisanat. « L'un des objectifs recherchés par le gouvernement en mettant en place les CRA est de permettre aux artisans de mettre en œuvre et de gérer de manière participative des initiatives leur permettant une auto prise en charge de leur développement », a renchéri M. Yawotsè VOVOR. Ces centres se doivent de fournir des prestations en matière de formation professionnelle ou de perfectionnement aux artisans, de permettre l'accès aux équipements lourds aux artisans ne disposant pas de moyens suffisants pour se les procurer, de développer et encourager la vie associative au sein des artisans par la promotion des organisations professionnelles et d'organiser des plateformes d'échanges, de partage et de mutualisation des services. Grâce à l'investissement du gouvernement et l'appui financier de l'UEMOA, 10 localités ont déjà bénéficié d'équipements et 6 autres localités sont programmées pour cette année. L'Etat compte mettre progressivement en place les CRA dans chaque préfecture du Togo avec l'appui de ses partenaires.

Londou KAWANA

## LA 12E FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ AURA LIEU DU 20 NOVEMBRE AU 07 DECEMBRE 2015

Initialement prévue du 21 novembre au 8 décembre 2014, la 12e Foire Internationale de Lomé (FIL) avait été reportée ultérieurement par le gouvernement pour réduire les risques de propagation du virus Ebola qui faisait rage dans certains pays de la sous-région. A l'heure où se virus semble être pratiquement maîtrisé, la Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé a pondu un communiqué pour

relancer cette foire. La 12e FIL se tient alors du 20 novembre au 07 décembre 2015 au Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-Lomé « TOGO 2000 »). Pour rappel, cette foire est axée sur le thème « les énergies renouvelables : source de progrès et de développement durable ». D'ores et déjà, les opérateurs économiques peuvent prendre attache avec la Direction du CETEF pour plus d'informations.

## Journée internationale de la femme, édition 2015 UNE CELEBRATION EN 3 ACTES



Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la femme, le 8 mars de chaque année, le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a rencontré les principaux acteurs impliqués le 20 février 2015.

L'objectif de la rencontre était tout d'abord de dévoiler le thème choisi pour cette édition 2015, de dérouler le programme du gouvernement et d'échanger avec les acteurs et partenaires au développement sur les activités prévues dans le cadre de cette journée.

Cette année, la célébration du 8 mars est placée sous le thème international « Autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité : imaginez ». Une formulation qui ouvre la voix à des réflexions en vue de l'exploration de différents champs d'autonomisation de la femme. Au Togo, le thème national « Autonomisation des femmes pour la prospérité du Togo » est placé dans un contexte global de relance économique dans la droite ligne de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE).

« En s'attendant à l'autonomisation des femmes, ... le Togo mise sur la participation optimale des femmes à tous les processus nationaux et à tout niveau de développement que ce soit social, économique, environnemental ou dans la gouvernance politique », a déclaré Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, ministre de la promotion de la femme, présente à cette rencontre.

Pour cette édition, la célébration du 8 mars au Togo portera sur trois principaux événements : le message à la nation de Madame la Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, le lancement officiel de la journée, le 3 mars à Atakpamé

et l'apothéose prévue le 6 mars au palais des congrès de Lomé à partir de 14 heures. La journée sera aussi célébrée dans les différentes régions du pays, sans oublier les célébrations, en leur sein, par des associations et institutions.

Depuis 1975, la journée internationale de la femme est commémorée pour célébrer la femme, faire le bilan des progrès réalisés et relever les défis persistants pour une égalité entre les hommes et les femmes pour le bien de l'humanité.

### Acte 1 : UN MESSAGE D'EXHORTATION

En prélude au lancement officiel de la journée internationale de la femme au Togo ce 3 mars, Madame Dédé Ahoéfa EKOUE, Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a adressé un message à la nation hier 2 mars.

Dans son message, Madame EKOUE a relevé les potentialités des femmes et leur apport à l'économie et mis un accent particulier sur l'opportunité qu'offre cette journée en matière de sensibilisation des femmes et de tous les acteurs de la société civile. « La journée internationale de la femme édition 2015 nous offre l'opportunité de sensibiliser la population à l'importance de soutenir l'autonomisation de la femme dans tous les domaines de développement pour la réalisation de notre objectif commun de prospérité accrue, accélérée et partagée pour nos familles, nos communautés pour notre pays, pour la prospérité des générations présentes et futures », a-t-elle déclaré.

Madame Dédé EKOUE a, en outre, dressé le bilan des réalisations en faveur de l'autonomisation des femmes, notamment le point sur les actions menées dans la mise en œuvre des 12 domaines critiques de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing au Togo.

### Acte 2 : Lancement officiel à Atakpamé le 03 mars

C'est la ville d'Atakpamé qui a prêté son cadre au lancement officiel des activités marquant la célébration de la journée internationale de la femme, édition 2015 au Togo. Devant un parterre de personnalités et de femmes, Madame Dédé Ahoéfa EKOUE à une fois de plus rappelé l'importance du thème choisi pour marquer cette journée. Pour elle, de l'autonomisation de la femme dans tous les domaines, dépend le progrès économique du Togo. En marge de ce lancement officiel, une centaine de femmes, leaders de groupement, ont reçu une formation en entrepreneuriat.

Après le lancement officiel, rendez-vous est pris pour l'acte 3, l'apothéose, ce 06 mars au palais des congrès de Lomé. Les manifestations se poursuivront durant tout le mois de mars, un mois dédié à la femme.

P. K.

## La SAPEG s'active dans la défense des droits de la femme et pour l'équité genre « LES AMAZONES DE LA REPUBLIQUE » PORTEES SUR LES FONTS BAPTISMAUX



Mme Ekoué entourée de Mme Rose KOUDJOME (à dr.) et Mme Mémounatou

Dans le cadre de ses activités de défense des droits de la femme et de la promotion de l'équité genre, La Synergie D'action pour l'Equité Genre a lancé sa branche active dénommée « Les amazones de la République » hier à Lomé. A la veille de la célébration de la Journée de la Femme, la SAPEG a réussi à mobiliser plus de 2000 femmes venues de tous les coins du pays. Cette célébration a eu lieu en présence de plusieurs personnalités dont la ministre Ekoué DEDE en charge de la promotion de la femme, la présidente du SAPEG Mme Rose KOUDJOME, l'honorable député Mémounatou Ibrahimia, les chefs traditionnelles.

« Les amazones de la république » est un mouvement de rassemblement et de mobilisation des femmes sur toute l'étendue du territoire national en vue de créer une force de persuasion sur les décideurs politiques pour une prise en compte effective des préoccupations des femmes dans les politiques et programmes de développement. « La naissance du mouvement des amazones de la république, branche active de la Synergie d'Action pour l'Equité Genre devient plus qu'une nécessité pour porter haut le flambeau de la lutte séculaire des femmes togolaises pour

plus d'équité dans le partage des fruits de la sueur de leurs fronts. », a expliqué Mme Rose KOUDJOME.

Afin de s'assurer désormais de la prise en compte effective des préoccupations des femmes et du respect de leurs droits, dans les politiques et programmes de gouvernement, les amazones de la république se donnent pour mission d'organiser politiquement et socialement les femmes autour des idéaux de paix, de sécurité, de solidarité et de réconciliation nationale. Elles comptent aussi défendre avec véhémence et par tous les moyens légaux les droits de la femme et de la jeune fille togolaise, de former, d'informer et de sensibiliser les femmes sur les grands axes des politiques de développement niveau national comme internationale.

La ministre Ekoué DEDE et l'honorable Mémounatou ont à leur tour félicité la SAPEG pour son initiative et inviter les femmes à redoubler d'effort pour mériter leur place. Elles ont aussi sensibilisé les femmes sur la nécessité d'œuvrer pour la scolarisation de leurs enfants et surtout des filles. A l'issue de cette cérémonie, les points focaux des amazones de la république des 5 régions ont été présentés au public.

L. K.

## Situation des femmes au Togo, état des lieux et défis ETAT, SOCIETE CIVILE ET COMMUNAUTES DE FEMMES ENSEMBLE POUR L'AUTONOMISATION DE LA FEMME SUR TOUS LES PLANS

Le 8 mars de chaque année, la communauté internationale célèbre la journée de la femme. Pour les principaux acteurs impliqués, c'est non seulement l'occasion de célébrer la femme, de réfléchir à comment soutenir sa promotion mais également de porter un regard aussi bien rétrospectif que prospectif sur son apport au devenir des communautés et des nations.

Au Togo, la vision de la politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre (PNEEG) es de « Faire du Togo un pays émergent sans discrimination, où les hommes et les femmes ont les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance ». Pour l'atteinte de cette vision, le gouvernement, en collaboration avec ses partenaires et les associations de la société civile ont entrepris des actions dont les fruits sont déjà visibles aujourd'hui.

### La scolarisation des filles en progrès

Dans le domaine de l'éducation, des efforts significatifs ont été faits pour améliorer le niveau d'instruction des femmes. A titre d'exemple, on peut citer l'institution de la gratuité de l'école primaire et la réduction des frais de scolarité pour les filles dans l'enseignement secondaire. Grâce à ces efforts, les indicateurs de scolarisation ont connu tous des améliorations entre 2006 et 2010-2011. Ainsi, le taux net de scolarisation au

primaire a augmenté de 8 points de pourcentage passant de 71% en 2006 à 79% en 2011. Le taux net de scolarisation au secondaire à quant à lui augmenté de 3 points de pourcentage passant de 30% en 2006 à 33,5% en 2011. Le taux d'alphabétisation des 15 ans ou plus est passé de 44% en 2006 à 47% en 2011. En 2012, l'indice de parité filles/garçons était de 0,97% et le taux d'achèvement au primaire de 75,7%.

### Plus pour la santé des femmes

Dans le domaine de la santé, depuis l'institution de la gratuité de la césarienne, l'accouchement n'est plus un acte médical à risque. Cette décision a permis une baisse du taux de mortalité maternelle estimé en 2013 à 400 décès pour 100.000 naissances vivantes, soit une baisse de 37 pour 100.000 par rapport à 2010.

### Moins de violences basées sur le genre

Dans le souci d'instaurer un environnement protecteur de la femme et de ses droits, le gouvernement togolais a entrepris, avec les partenaires et les organisations de la société civile, l'élaboration d'instruments juridiques pour défendre les droits des femmes. On peut citer entre autres, l'existence des centres d'écoute et de conseils, d'un programme national de lutte contre les grossesses et mariage chez les

adolescentes au Togo, les argumentaires religieux et traditionnels dans le but de renforcer la prévention des violences basées sur le genre et leur dénonciation... Aujourd'hui, les mutilations génitales féminines ont connu une réduction de 6,9% à 3,9% en 2010. Pour les enfants, ce taux est passé de 1% en 2006 à 0,04% en 2010.

### Plus pour l'entrepreneuriat féminin

Tous ces efforts seraient vains si la femme togolaise continuait à croupir dans la pauvreté. A ce niveau, des efforts ont été consentis et des progrès accomplis. Il existe aujourd'hui un programme d'entrepreneuriat féminin inclusif amplifié par le fonds national de la finance inclusive qui en a rajouté à l'autonomisation financière des femmes avec 297.900 femmes sur 331.021 personnes touchées par l'APSEF ; sans oublier les nombreux programmes à l'endroit des femmes initiés par le ministère du développement à la base.

On note ainsi une amélioration de la situation des femmes en matière de sous emploi. Le sous emploi des femmes a baissé de 2 points de pourcentage passant de 21,9% en 2006 à 20% en 2011. Le taux de pauvreté des ménages dirigés par les femmes a aussi diminué de 2 points passant de 56,5% en 2006 à 54,3% en 2011.

### Vers l'équité

Le résultat de tous ces efforts et de tous ces changements dans leur situation, c'est le regain de capitale confiance des femmes. Après l'appel lancé par le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE pour l'équité des candidatures à des postes électifs, les femmes sont de plus en plus nombreuses à tutoyer les postes de responsabilités et le leadership dans les entreprises, associations et au sommet du pouvoir. Ainsi, la proportion de sièges occupés par les femmes au parlement togolais a progressé de 11% des sièges en 2007 à 17,58% en 2013 avec la désignation de deux femmes aux postes de 2ème et 3ème Vice-présidentes. Dans le gouvernement, les femmes sont aujourd'hui à 20,68% dans le gouvernement de septembre 2013, contre 8,3% dans celui de décembre 2007.

Tous ces progrès ne sont cependant que la face visible de l'iceberg. Le chemin en vue de l'autonomisation totale de la femme reste encore long et parsemé de défis. Mme Dédé EKOUE, ministre de la promotion de la femme disait : « Dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement, il faudra travailler à de plus grandes avancées en matière d'autonomisation de la femme pour réaliser notre vision pour la prospérité du Togo... ».

Paul KATASSOLI

## Prière musulmane pour une élection présidentielle paisible L'AMICALE DES JEUNES CADRES YOROUBA DU TOGO FAIT SA PART



Pour le bon déroulement du processus électoral en cours, l'Amicale des Jeunes Cadres Yorouba du Togo (AJCYT) a organisé une prière musulmane le Dimanche 1er mars dernier à Lomé. Plusieurs personnalités dont le Président de la communauté nigérienne au Togo, le représentant du Chef de la communauté Yorouba, les parrains de l'amicale, quelques représentants de l'association des commerçants yorouba au Togo ont assisté à cette prière. D'un commun

accord, les Yorouba résidant au Togo se sont fortement mobilisés pour implorer la grâce d'Allah pour une élection présidentielle apaisée. Pour M. SOUMAÏLA Rassidi, président de l'AJCYT, plusieurs membres de son amicale possèdent le Certificat de Nationalité Togolaise, une pièce qui fait d'eux de véritables citoyens togolais qui doivent s'engager avec dévouement pour le progrès du pays. Au-delà du caractère religieux que revêt donc cette prière, c'est un acte civique

que pose les yoroubas. « C'est un devoir civique pour l'AJCYT d'organiser cette prière spéciale pour implorer l'Eternel tout puissant pour des élections présidentielles paisibles dans notre pays, le Togo, cette année 2015 », a-t-il indiqué. Pour permettre aux citoyens yoroubas de mieux contribuer au développement du Pays, les participants à la prière ont suivi un exposé en langue Yorouba concernant les valeurs civiques et citoyennes.

Face au désir ardent, aux appels continus à l'union et à la solidarité, des valeurs chères aux sociétés africaines, les jeunes Yorouba ont senti la nécessité de se regrouper dans l'AJCYT. Cet amical qui est légalement enregistré au ministère de l'administration territoriale fait la promotion de l'instruction des jeunes yorouba, encourage au sein de ses membres l'initiative privée et œuvre pour le Bien-être et le progrès social. Il faut ajouter que ses membres avaient récemment sauvé des vies en donnant de leur sang au Centre National de Transfusion Sanguine à une période où le sang se faisait rare.

Londou KAWANA

## LA FE.SYN.T.E.T se prononce sur les manifestations violentes d'élèves LES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ELEVES INVITES A PRENDRE LEUR RESPONSABILITE



Depuis quelques semaines, on assiste à des manifestations d'élèves sanctionnant chacune des grèves observées par les fonctionnaires de l'administration publique au Togo. Face à cette situation, la Fédération des Syndicats des Travailleurs des Enseignements du Togo (FE.SYN.T.E.T) dénonce l'escalade qui s'est installée depuis quelque temps et considère que tant qu'il existe une chance pour les discussions, les parties prenantes doivent œuvrer à

la poursuite normale de l'année scolaire 2014-2015.

La FE.SYN.T.E.T en appelle donc au gouvernement pour que des dispositions soient prises pour assurer la poursuite des activités scolaires ; aux enseignants, pour qu'un terme définitif soit mis aux mouvements de rue des élèves par l'arrêt du chantage qui consiste à considérer des chapitres comme faits du fait de la grève et aux associations des parents d'élèves pour qu'elles prennent leur responsabilité en sensibilisant les élèves et leurs parents sur la gravité des actes que posent certains élèves. En outre, la FE.SYN.T.E.T demande au gouvernement d'assurer la protection des écoles qui fonctionnent pendant les périodes de grèves tout en souhaitant que « toutes les parties en discussion prennent en compte l'avenir des élèves qui constituent la relève de demain ».

La Rédaction

## Les Présidentielles et la prévention des conflits LE PCJV OUILLE LES COORDINATEURS REGIONAUX SUR LE MECANISMES D'ALERTE PRECOCE

La Plate Forme Citoyenne Justice et Vérité (PCJV) en collaboration avec le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT), a lancé le 23 février dernier, un atelier de formation à l'endroit des acteurs de la société civile. Financé en grande partie par l'Union Européenne, cet atelier de formation visait à outiller les coordinateurs régionaux et les rendre aptes à former et à coordonner les actions des volontaires de la paix sur l'identification et la gestion des germes de conflits avant, pendant et après la présidentielle d'avril prochain. L'idée première est de les amener à œuvrer en amont pour consolider les acquis d'apaisement et de non violence dans les zones à risques au Togo et d'exercer une surveillance des facteurs de risques. Pendant les deux jours qu'a duré la formation, plusieurs présentations ont été faites par des spécialistes aussi bien togolais qu'étrangers. La formation a été essentiellement axée sur 4 modules à savoir, les causes, acteurs et moyens de prévention des actes de violence ; les enjeux, défis et opportunités liés à la présidentielle de 2015 ; la prévention des conflits en période électorale et l'observation électorale.

En 2013, le Mécanisme d'Alerte Précoce (MAP) mis en place par la Plate forme Citoyenne Justice et Vérité et le

CACIT, a servi dans l'identification de certains incidents dont celui de Nyékonakpoé ayant conduit à la fermeture de Radio Légende FM. Pour les échéances prochaines, le CACIT espère avoir plus de résultats afin de maîtriser encore mieux les différents actes qui peuvent conduire à la violence. « En 2015, nous sommes convaincus, il sera plus performant », a laissé entendre dans son allocution, le président du CACIT, Spero MAHOULE en parlant du mécanisme, avant de poursuivre en disant, « notre espoir, c'est que tout incident potentiel soit encore mieux maîtrisé et que le soir de la proclamation des résultats, tous les Togolais aient la conviction que les conditions de déroulement du jeu électoral auront été juste et transparentes ».

Monsieur Gilbert BAWARA, Ministre de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et des Collectivités Locales, et Me Hamadou YACOUBOU, Ministre des Droits de l'Homme, tous deux présents à la cérémonie d'ouverture, ont tour à tour affirmé et réaffirmé l'engagement du Gouvernement togolais à accompagner les actions du collectif afin que les échéances électorales du 15 avril prochain se déroulent sans aucun incident majeur.

Clément PLAKOO (Stagiaire)

## La Conférence des Evêques du Togo s'engage 3 JOURS DE JEUNE ET PRIERES POUR UNE PRESIDENTIELLE APAISEE



A l'issue de la session ordinaire de la Conférence des Evêques du Togo tenue du 24 au 27 février 2015, les Evêques du Togo ont décidé d'observer trois jours de jeûne et prières les 12, 13 et 14 mars. Il s'agit d'une période d'intercession en vue d'implorer de Seigneur la paix et la grâce au Togo alors que le pays s'apprête à l'organisation de l'élection présidentielle.

Cette intention de l'épiscopat du Togo s'inscrit dans le souci de préserver la paix à ce moment sensible et délicat de la vie du Togo. Ils invitent le gouvernement ainsi que les partis politiques, toutes les institutions impliquées dans le processus électoral et tous les citoyens, à tout mettre en œuvre pour que ce scrutin soit paisible, juste, transparent, équitable et crédible.

Les Evêques ont aussi déploré que, « malgré les appels répétés qu'ils ont lancés à l'adresse des acteurs politiques, ceux-ci ne soient pas parvenus à effectuer les réformes institutionnelles et constitutionnelles préconisées par l'Accord Politique Global et réaffirmées par la CVJR dans ses recommandations ».

La Rédaction

## Elections et Transparence LA SOCIETE CIVILE TOGOLAISE TIRE DES EXPERIENCES D'AUTRES PAYS AFRICAINS

En 2015, L'Afrique toute entière se prépare à organiser plus de 15 élections présidentielles, législatives et locales. Dans plusieurs pays du continent comme le Ghana, l'Afrique du sud, et l'île Maurice, les élections apaisées et transparentes ont contribué à consolider des institutions démocratiques naissantes et améliorer les perspectives d'un plus grand essor économique. Contrairement à ce qui se passe dans ces pays, dans plusieurs autres pays, les élections sont toujours sources de violence et de violation des droits de l'homme.

C'est donc pour s'inspirer des expériences d'autres pays, au moment où le Togo s'apprête à franchir définitivement le cap des grandes démocraties avec l'organisation de l'élection présidentielle, qu'un

colloque international sur les élections et la démocratisation en Afrique s'est ouvert le mardi dernier à Lomé. Initié par le Governance Network International (GNI) en collaboration avec le CACIT, ce colloque vise à contribuer à la consolidation de la paix et de la démocratie en Afrique. En trois jours de travaux, le colloque a regroupé 40 responsables des organisations de la société civile, les acteurs politiques, les organes chargés des élections issus du Ghana, de l'Egypte, de la Sierra Leone, de l'Ethiopie, de l'Uganda, du Zimbabwe, de la Zambie, du Brésil et du Togo. Il s'est agi spécifiquement pour ces participants de confronter 50 membres des organisations de défense des droits de l'homme et des organes de gestion des élections (OGE) aux expériences de 10 pays

africains en matière d'organisation d'élections libres et transparentes et d'identifier les orientations et les outils susceptibles de renforcer l'effectivité du soutien des acteurs de la société civile aux procédures électorales en Afrique.

Pour David TCHAKOURA responsable session Togo du GNI, ce colloque va permettre à la société civile togolaise de tirer des expériences d'autres pays afin de relever le défi de la transparence lors des élections présidentielles prochaines. Au terme de ces travaux, un document de capitalisation de la bonne pratique en matière d'organisation d'élections libres et transparentes de 10 pays africains a été remis aux participants.

Clément PLAKOO (Stagiaire)

**R** Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : [www.togoreveil.info](http://www.togoreveil.info)

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

<b>DIRECTEUR DE PUBLICATION</b> Germain POULI	<b>DODZI</b> DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tel: 22 36 18 56
<b>COMITÉ DE RÉDACTION</b> Didier ASSOGBA Patrick NIMA Pégy Paul KATASSOLI	<b>ADRESSE</b> 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE
<b>SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITE</b> Aïssata TOURE SÉCRÉTARIAT Carole AGHEY Rose NYUIADZI	Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56 90 02 76 54 E-mail : togoreveil@togoreveil.info
<b>INFOGRAPHIE</b> AHLABLE Raphaël CARICATURE	<b>TIRAGE</b> 4000 Exemplaires <b>IMPRIMERIE</b> La Colombe

Les journalistes sur les scènes d'humour  
**LA SOIREE LE « DELIRE DES AMIS  
 BLAGUEURS » A TENU TOUTES SES  
 PROMESSES**



Le vendredi 27 février dernier s'est tenu au centre culturel DEGNIGBA à Lomé, la première édition la soirée dénommée « Le délire des amis blagueurs », un événement qui a vu la participation de plusieurs hommes de media, animateurs de spectacle et promoteurs culturels. Initiée par la Radio KNTB et PRO-EVENZER, cette soirée avait pour objectif de mettre sur scène les animateurs, journalistes et promoteurs culturels, pour se clacher entre eux afin de faire rire le public. L'idée première des organisateurs en initiant cette soirée est d'amener les hommes de media à se mettre, dans la peau des

humoristes, pour faire rire leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Pendant pratiquement les trois heures qu'a duré le spectacle, le public a eu droit au One Man Show de l'artiste humoristique RODE, au clache humoristique entre David DJAGBAVI et Lys DJAMIE, et des passages bien remarquables du journaliste Aristide KUEVIDJIN de Radio Nana Fm, du comédien Patapa de la télévision Espoir 47 de Tsévié et bien d'autres. Parmi les invités VIP, On pouvait remarquer, Germain POULI, directeur de publication du journal Togo Réveil, David GANDA humoriste et metteur

en scène, Lys DJAMIE de la TVT, David DJAGBAVI promoteur culturel et initiateur de du T Des MEDIA et plusieurs autres animateurs tels Aimé TCHENOU de LCF, Jean Jacques SNOBIE et Rachida DJIBRIL de Radio Zéphyr et d'autres confrères. Pour les initiateurs, cette première édition a été satisfaisante malgré les difficultés rencontrées dans les préparatifs. « La première indice qui illustre la réussite de la soirée est sans doute la présence de ces hommes de media connus surtout pour leur talent et ce qu'ils apportent à la culture au Togo, et la seconde sera forcément liée à la présence des partenaires qui ont cru en cette initiative », a déclaré Esther Zézé, présidente du comité d'organisation de la soirée. Freddy KPATIDE, le directeur de la Radio KNTB dans sa prise de parole, a lui, remercié les partenaires et ses confrères directeurs de publication qui ont marqué la soirée de leur présence. Pour cette première édition, la radio KNTB s'est fait accompagner par plusieurs partenaires dont NAVITRANS Togo SARL, la société FNB, THUNDER TECH. La deuxième édition qui probablement aura lieu en février 2016, se veut encore plus prometteuse et plus réussie que cette première.

Clément PLAKOO (Stagiaire)

**Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de  
 Ouagadougou**  
**QUATRE FILMS TOGOLAIS EN  
 COMPETITION**

La 24e édition du Festival Panafricain de Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO) a ouvert ses portes le 28 février à Ouagadougou. Les cinéastes et cinéphiles sont en attraction dans la capitale burkinabè jusqu'à demain, 7 mars. Le Togo prend aussi une part active à cette célébration du cinéma avec 4 films. Placée sous le thème « cinéma africain, la production et la diffusion à l'ère du numérique », l'édition 2015 du FESPACO est marquée par un programme assez alléchant avec des projections de films et un hommage aux acteurs du cinéma africain qui ne sont plus en vie. Au total 86 films sont retenus pour la compétition officielle. Il y a précisément, 20 fictions long métrage, 22 fictions court métrage, 20 documentaires, 9 séries télévisuelles et 15 films des écoles africaines de cinéma. Les cinéastes togolais concourent dans la catégorie films professionnels court métrage avec « Les avalés du Grand bleu » de Kossivi Thincoun, dans la catégorie documentaire avec « Esklavaj Reparasyon » de Jean-Luc Sylvain et Michel Miheaye. « ABC Abloni bien choisi » de Tchilalo Bebi Solo et « Et si Dieu avait tort » de Palyikem Kpatchaa sont nominés dans la catégorie compétition film d'école. Selon le ministère en charge de la culture au Togo, le FESPACO est une vitrine où tous les cinéastes professionnels ou amateurs africains se retrouvent pour échanger. Dans cette optique, les cinéastes togolais vont bénéficier d'un transfert d'expérience avec les

acteurs des autres pays qui sont en avance. A l'occasion de cette édition, un hommage spécial a été rendu à 14 personnalités du 7è art. Il s'agit du togolais Abalo Blaise Kilizou, des Burkinabè Mariam Ouédraogo, Sénafa Coulibaly, Issa Nabi Traoré, Alexis Yaméogo, Adama Michel Sallé, des Sénégalais Khady Sylla, Momar Thiam, de la Française Andrée Davanture, du Malien Bakary Diallo, du Camerounais Lorenzo Mbiahou Kémadjou, et des Guinéens Souleymane Koly Kourouma, Mohamed Danshogo Camara. Il faut ajouter que pour cette 24e édition, Le Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou amis en place une application mobile FESPACO, qui permet à tous les fans du cinéma africain de vivre le festival en tout temps sur un téléphone intelligent ou une tablette Android ou iOS. Alors que le 24e FESPACO a pour thème Cinéma africain : production et diffusion à l'ère du numérique, cette application mobile confirme la volonté du FESPACO d'accompagner la transition du cinéma africain vers le numérique. Pour le Délégué général du FESPACO, M. Ardiouma SOMA, cette application est une innovation majeure du festival, puisqu'elle permet, pour la première fois de l'histoire du festival, de visionner les bandes annonces des films long-métrages et de consulter facilement les synopsis de tous les films sélectionnés.

Londou K.

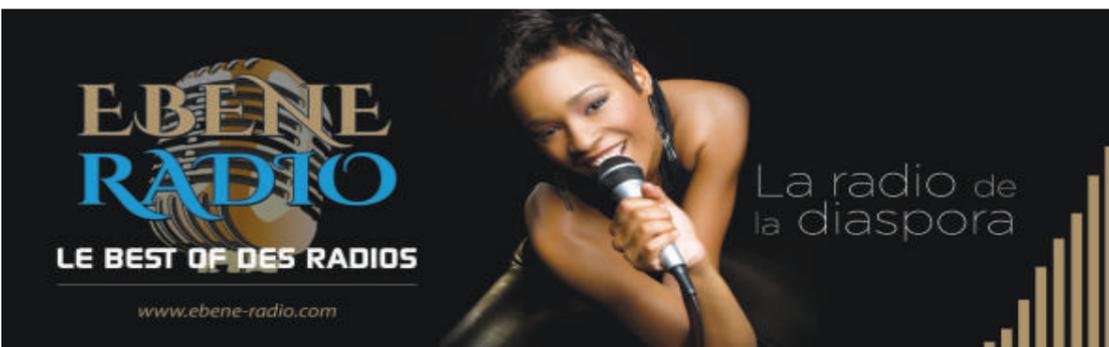
Les clubs togolais à l'assaut du Maghreb  
**FACES-A-FACES SEMASSI DE  
 SOKODE – CS SFAXIEN, AS  
 TOGO PORT – RAJA DE  
 CASABLANCA**



Les prochains adversaires des clubs togolais engagés dans les compétitions continentales sont connus. Sémassi Football club de Sokodé affrontera, en matchs allers des 16ème de finale de la Ligue Africaine des Champions, le Club sportif (CS) Sfaxien, actuel 4ème du championnat tunisien et vainqueur de la Coupe de la Confédération Africaine de Football (CAF) en 2013. Pour l'AS Togo Port, deuxième du dernier championnat de première division au Togo, le challenge est de toute autre facture. Le club portuaire affrontera en 16ème de finale de la coupe CAF, le prestigieux club marocain du Raja de Casablanca. Pour les deux représentants togolais, la tâche ne sera pas du tout facile, surtout quand on connaît les caractéristiques techniques des

clubs maghrébins qui ont pendant longtemps dominé le foot africain. Le championnat au Togo étant à l'arrêt, les coaches Tcanilé Tchakala des « Guerriers de Tchaoudjo » et Ayivi Ekoue des « Portuaires » ne disposent que des séances d'entraînement intensives et de matchs amicaux pour élever leurs niveaux technique et tactique et espérer rivaliser avec ces monstres du football continental. En matchs du tour préliminaire, Le Club de la capitale, AS Togo Port a dominé FC Cara de Brazzaville et Sémassi de Sokodé a éliminé Sony Ela Nguema de la Guinée Equatoriale. Face au CS Sfaxien, les Rouges de Sokodé ont choisi l'ancre des éperviers, le stade de Kégué, pour abriter le match aller qui se jouera le 15 mars prochain.

Pablo ZOUBE





## Pour tout

- Renseignement**
- Information**
- Conseil**

**contacter le centre d'appel  
 au N° VERT**


8201

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)

## Lancement d'une grande tournée de sensibilisation dans les marchés de Lomé LA DOSI A LA RENCONTRE DES COMMERÇANTES ET COMMERÇANTS Après Adawlato et Hédzranawé, Ingrid AWADE était hier à Totsi



A la CCIT lors de la première étape parmi les officiels, Mme le ministre du Commerce, le Président de la CCIT et les DG de l'INAM et de la CAMEG



Mme le DG de la CAMEG

L'étape du marché de Totsi tenue hier jeudi est la troisième étape d'une tournée de sensibilisation lancée depuis le lundi 2 mars par Madame Ingrid AWADE, DG de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI). Ces rencontres d'échanges qui se poursuivront jusqu'au 19 mars prochain dans les autres marchés de Lomé ont commencé avec les commerçantes des marchés d'Adawlato, d'Agbadahonou et de Hédzranawé.

Réunis pour la première fois à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) et plus tard sur les sites des marchés concernés, les commerçantes et commerçants ont été entretenus par un panel de personnalités dont la Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Madame Bernadette LEGZIM BALOUKI, les Directrices Générales de l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) et du Centre d'Achat des Médicaments Génériques (CAMEG), Mme la Directrice du Sceau, de la Nationalité et de l'Identité Civile, Mme le Chargé de la Sensibilisation et représentante du DG du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) et Mme Ingrid AWADE, DG de la DOSI.

Dans son mot de bienvenue à la rencontre inaugurale à la CCIT, le maître des lieux, M. Germain MEBA, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo a exhorté les commerçantes et commerçants des deux marchés, à s'inscrire résolument dans la démarche de la DOSI qui vise à les organiser pour faire d'eux les futurs opérateurs économiques, partenaires de la CCIT. Pour lui, le secteur informel doit être un tremplin pour aller vers le formel, objectif qui est celui de la DOSI.

Pour Madame LEGZIM BALOUKI, l'ignorance qui entoure le secteur informel doit être combattue comme la peste car elle à la source des maux qui minent ce secteur. Il faut donc que les commerçantes cherchent à en sortir avec l'accompagnement de la DOSI. « Sortir du secteur informel, c'est de savoir comment mieux gérer son affaire. Même quand on est dans le secteur informel, il faut que ça soit vraiment un secteur informel. Bien que vous soyez dans le secteur informel, il faut que vous sachiez faire la différence entre votre capital et votre bénéfice », a-t-elle déclaré.

Madame Ingrid AWADA, Directeur Général de la DOSI, n'a pas manqué de rappeler ce que signifie l'organisation du secteur informel, ainsi que les avantages



Mme GANKEY Happy, Présidente des commerçantes du Marché de Totsi

que celle-ci revêt pour les commerçants. « L'organisation du secteur informel pour nous à la DOSI c'est de trouver les moyens pour que chacun de nous puisse s'assurer une retraite, pour que chacun puisse maintenir son train de vie quand il sera vieux ou vieille », a-t-elle expliqué.

In fine, l'ambition de la DOSI c'est non seulement l'organisation du secteur pour le rendre plus fort et plus compétitif, mais surtout l'assurance pour les acteurs du secteur d'un accès aux services sociaux de bases. « Comment se maintenir en bonne santé ? Comment organiser les activités pour qu'elles rapportent un peu plus chaque jour ? Quelles formations faut-il suivre ? Comment s'organiser pour qu'ensemble nous soyons plus forts et pour être prises en compte par le FNFI, l'INAM et tous nos partenaires ? », ce sont-là quelques unes des interrogations sur lesquelles le DG, Ingrid AWADE, a invité les femmes à réfléchir.

Dans leurs interventions, chacun des membres du panel a relevé l'intérêt de son secteur pour les commerçantes et commerçants et souhaité leur organisation au sein de la DOSI pour faciliter leur identification et leur prise en compte par les programmes existants.

Vers une offre spécifique du FNFI aux commerçantes

Des premiers échanges avec Mme BENISSAN Téley, Chargé de la sensibilisation et représentant du FNFI, les commerçantes retiendront que plus d'un an après son lancement et après le succès rencontré par son premier produit, l'Accès des Pauvres aux services financiers (APSEF), le FNFI va lancer dans les prochains jours deux nouveaux produits : l'Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF) et l'Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF). Si le premier est réservé aux jeunes, le second produit sera destiné au monde paysan et à toutes les personnes qui travaillent sur les produits agricoles comme les commerçantes de céréales, les vendeuses de bouillie, beignets... Outre le souhait des premiers responsables de la DOSI de faciliter un accès des commerçants à ces nouveaux produits, l'idée d'une mutuelle des commerçants est en voie d'actualisation pour la création d'un produit spécifique aux femmes des marchés avec des montants plus élevés. Un désir qui ne pourra se réaliser qu'à travers une mutualisation de volonté et d'énergie



Mme K. TCHAMDJA Directrice du Sceau, de la Nationalité et de l'Identité Civile

ainsi que des échanges en vue de trouver les meilleures réponses aux aspirations des commerçantes et commerçants.

Après les artisans et les paysans, l'INAM sur la piste des commerçants Depuis sa création, l'Institut National d'Assurance Maladie a facilité l'accès aux soins des fonctionnaires. Trois ans après, il pense à étendre l'assurance maladie aux artisans et aux paysans. Aujourd'hui, ce sont les commerçantes et commerçants qui sont la nouvelle cible de l'INAM représenté à cette rencontre par sa Directrice Générale, Mme Myriam DOSSOU.

Elle a, dans ce sens, exhorté les femmes à se former en groupement et à adhérer à l'initiative de la DOSI qui vise à les rendre plus visibles et mieux organisées. Car, l'INAM travaille avec des groupes et non avec des personnes prises individuellement.

La CAMEG ou la santé des commerçantes au quotidien

Plus que l'accès aux soins, l'accès aux médicaments reste une difficulté majeure. Dans son intervention, Mlle ASSIH Mamesilé, Directrice de la Centrale d'Achat des Médicaments Génériques a rassuré les femmes et hommes des marchés sur la qualité des médicaments de la CAMEG et les a invité à les utiliser au besoin. Les médicaments génériques ne sont pas des médicaments de mauvaises qualités, mais des copies fabriquées sur la base des molécules des produits originaux. Ils ont la même efficacité. La CAMEG, à ce jour, est très impliquée dans la distribution gratuite des ARV et des produits anti paludéens. Grâce à la CAMEG, des produits antipaludéens comme Coartem sont gratuits alors que d'autres comme Arthemeter injectable sont largement sponsorisés et ne coûtent que 90 ou 120 F selon l'âge du patient. Les responsables de la CAMEG, ont donc exhorté les commerçants à exiger ces produits qui sont efficaces, gratuits, plus économiques et surtout disponibles dans les hôpitaux et centres de santé.

Le Certificat de Nationalité, d'une grande importance dans l'activité commerciale

Sur les étapes de Hédzranawé et de Totsi, une autre personne ressource, Mme Kobayyah TCHAMDJA KPATCHA, Directrice du Sceau, de la Nationalité et de l'Identité Civile a rejoint les échanges pour apporter des précisions sur les



Les Commerçantes du Marché d'Adawlato lors des échanges



Vue partielle des commerçantes du Marché de Hédzranawé



Les responsables du groupe Emeraude



Mme BENISSAN Téley, Représentant du DG du FNFI

nombreuses facilités offertes aujourd'hui aux togolais pour se faire établir un certificat de nationalité, une pièce importante qui permet d'avoir une carte d'identité voire un passeport, des documents qui se révèlent de plus en plus indispensables pour les commerçantes et commerçants. Elles et ils en ont besoins pour des opérations bancaires et financières, pour éviter des tracasseries au moment de franchir les frontières,....etc.

Des artistes de la chanson et des humoristes comme Cécile MEBA, OLIBIG et GOGOLIGO ont égayé ces rencontres tout en y apportant une bonne dose de conscientisation. Quant aux commerçantes, elles ne cachent pas leur satisfaction face à cette démarche inédite de la DOSI. Mme GANKEY Happy, Présidente des commerçantes du

marché de Totsi témoigne : « C'est avec beaucoup de joie que nous avons accueilli toutes ces personnalités qui sont venues nous apprendre beaucoup de choses. Nous remercions le Chef de l'Etat pour tous les efforts accomplis pour créer les conditions d'épanouissement des togolais et particulièrement des femmes et de la jeunesse. Une infirmerie est entrain d'être construite ici dans notre marché de Totsi. Nous sommes satisfaits de la prise en compte progressive et totale de nos besoins et nous encourageons la DOSI dans sa mission. »

Après l'étape d'Adawlato, Hédzranawé et Totsi, la délégation de la DOSI mettra le cap, dans les prochains jours sur d'autres marchés de Lomé : Bè, Abattoir, Nukafu, ...

La Rédaction